

Le Huchoèr

N°11

Journal anarcho-indépendantiste breton

1,5 €



"Quiconque vous dira qu'un acte de résistance, fut-il le fait de dix hommes, ces hommes fussent-ils armés seulement de pierres, quiconque vous dira que cet acte de résistance est prématuré, imprudent ou dangereux, quiconque vous le dira mérite le mépris et les crachats, car notez bien ceci, et retenez le : un jour, quelque part et d'une façon ou d'une autre, il faut bien que quelqu'un commence et le premier acte de résistance est toujours, et sera toujours, prématuré, imprudent et dangereux."

James Fintun Lalor

**Le Huchoër (le porte-voix en gallo) est le journal trimestriel de la
Coordination pour une Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)**

**Contact : huchoer@no-log.org
Le Huchoër c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp cedex**

**Ont participé à ce numéro : Per-Ewan, OLC, L'courrou d'néteïe, FabrIs IskIs , MAD,
Charline Chapline, Corbo, Ewen, Traceville, Paol Pegan.**

Plate-forme fondatrice de la Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire

De part leur culture spécifique, leur histoire, leurs langues, leur sentiment d'appartenance commune, les Breton/nes constituent un peuple. Tout peuple a le droit d'exister en tant que tel. Nous sommes donc pour l'indépendance de la Bretagne, afin de prendre notre avenir en main, de développer nos langues et notre culture et de réparer les dégâts infligés par le colonialisme français : acculturation, perte de nos langues, dépendance totale à l'État... Nous voulons être acteurs et actrices de notre histoire. La France telle qu'elle nous est présentée n'existe pas. Sa conception nationale occulte notre identité en dépit des principes sur lesquels elle est soi-disant fondée. C'est un projet politique d'uniformisation, d'asservissement des peuples et de centralisation des compétences. En Bretagne, comme ailleurs, l'État français s'est toujours comporté en État colonialiste :

- Économiquement (pêche, agriculture, industries...)
- Socialement (ANPE, P.A.R.E...)
- Politiquement (centralisation, des pouvoirs et prises de décisions à Paris sans consultations locales...)
- Militairement (JAPD, répartition calculée des forces d'occupation...)

ainsi que dans tous les autres domaines (choix énergétiques, éducation...).

Nous sommes internationalistes

En cela nous sommes solidaires des autres peuples en luttes (sociales ou de libérations nationales) et nous sommes conscientEs qu'une lutte pour une Bretagne libertaire ne peut se concevoir que dans une lutte au niveau mondial. Dans cette perspective, le combat breton constitue une étincelle pouvant entraîner d'autres, en particulier dans les luttes d'émancipation qui sont un réservoir potentiel de changements sociaux radicaux.

En ce qui concerne les langues, le peuple breton, suite à la politique linguicide et uniformisatrice française, parle maintenant français dans son ensemble. Nous ne sommes donc pas contre la langue française, mais le breton et le gallo doivent reprendre la place qu'elles ont perdue dans la société civile, l'éducation, la presse... Nous sommes pour une société plurilingue où toutes les langues issues de l'immigration ont leur place sans exclusion.

Libertaires

Nous nous inscrivons en continuité du mouve-

ment d'émancipation sociale né avec la Révolution Industrielle. Pour nous, la libération nationale ne peut se faire sans une libération collective et individuelle. Cependant, nous ne privilégions pas un terrain de lutte plus qu'un autre.

L'État, contrairement à ce qu'il insinue, est un outil qui va forcément à l'encontre des peuples et des individus.

Prendre ses affaires en main, c'est ne pas laisser quelqu'un d'autre (élus, flics, préfets...) décider à notre place. Que ce soit pour des questions de société, d'économie, de relation internationale, d'écologie..., ou pour le quotidien où les lois sont l'instrument répressif qui empêche l'individu/e de décider ce qui est bon pour lui/elle. Nous sommes donc pour un fonctionnement qui part de la base : assemblées de villages, de communes, de groupes affinitaires, de pays, où chaque individu/e peut s'exprimer et chaque idée

être débattue entre tous/tes pour arriver à un consensus, afin de prendre en compte les intérêts de tout le monde sans exclusive.

Jusqu'ici tous les modèles que l'on nous a imposés ont été un échec (capitalisme, socialisme de l'Est, démocraties électoralistes...). Il est donc temps d'imaginer et de construire une société nouvelle sur des bases humaines et collectives, et non spéculatives et autoritaires.

Une Bretagne libertaire est résolument anticapitaliste, anti-autoritaire et antifasciste. Parce que la loi des marchés ne profite qu'à une poignée d'individue/es qui exploite le reste de la population et les ressources naturelles, nous sommes contre toute forme de patronat et pour la ré-appropriation des outils de production par ceux et celles qui cherchent à mettre en place l'autogestion, et produire uniquement le nécessaire. Cassons la logique productiviste qui n'a pour but que le profit !

L'uniformisation culturelle des peuples répond au besoin de standardisation et de contrôle de la consommation par les exploités. Cette logique ouvre la porte à l'intolérance.

Pour nous l'indépendance est synonyme d'ouverture envers les autres. Pas question d'instaurer des frontières et de rejeter l'autre. La Bretagne est multiple et multiculturelle, et nous sommes conscient/es que c'est par cette mixité culturelle que les peuples avancent. Nous sommes contre toute forme de chauvinisme. Être Breton/ne ne signifie pas forcément être né/e en Bretagne ou porter un nom breton. Être Breton/ne, cela peut être choisir de participer à la vie collective bretonne, aux initiatives et aux décisions, être présent/e dans les assemblées.

Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire

<http://www.cbil.lautre.net>

Communisme libertaire et émancipation nationale

Comment peut-on concilier indépendantisme et anarchisme ? Comment peut-on concilier le fait de se battre pour une Bretagne indépendante et pour une société anarchiste qui a pour but la disparition des frontières ? Telles sont les questions qui sont régulièrement posées à des militant-e-s libertaires bretons, ou "anarcho-indépendantistes". Ces questions sont posées de la même manière par des indépendantistes et par des anarchistes dogmatiques. En vérité, ces deux types d'interlocuteur-trice-s ont des démarches très proches l'une de l'autre : mettre les individus dans des cases exclusives pour en faire tantôt uniquement des breton-ne-s, tantôt uniquement des travailleuse-s.

Pour moi, concilier la lutte contre l'autorité, pour la liberté, l'égalité et la solidarité inclut automatiquement qu'on défende nos cultures, nos langues et nos identités. Le contraire reviendrait à renier jusqu'aux fondements mêmes de l'anarchisme. Celui-ci, contre une vision autoritaire et globalisante du communisme et de la manière de l'instaurer, a posé, il y a plus d'un siècle et demi, des valeurs humanistes essentielles : l'accession au bonheur, le respect des individus associé-e-s librement, l'abolition de toute autorité par l'action directe, sans stratégie fumeuse qui reviendrait à gérer la Révolution comme une entreprise ayant des objectifs prioritaires, ce qui renierait en dernière analyse ses véritables objectifs et ne pourrait donc pas y conduire, la fin étant intimement liée aux moyens.

De même, je me demande de plus en plus comment des personnes peuvent oser dire vouloir "libérer" la Bretagne si leur démarche ne revient pas à libérer les individus qui la composent, et d'élargir tout naturellement cette démarche aux autres peuples, aux autres

victimes de l'oppression quelle qu'elle soit (culturelle, linguistique et identitaire mais aussi sociale, économique, politique, sexuelle, voire espéciste).

La question de la création de frontières est en mon sens une question simpliste, cachant mal un manque d'arguments réels. Qu'entend-on par "frontière" ? Il est bien beau de lâcher un mot si on ne l'explique pas plus que ça. Nos libertaires et nos nationalistes semblent admettre qu'une frontière est territoriale, c'est-à-dire que c'est la limite fixe entre deux entités politiques, administratives et/ou militaires localisées. En ce sens, les indépendantistes nationalistes sont



pour la création de ces frontières supplémentaires, car ils visent à la création de nouveaux pouvoirs locaux, fait en contradiction avec le projet libertaire qui tend à la disparition de tout pouvoir localisé et à la disparition de tout ce qui peut entraver la libre circulation et la libre installation des individus ; les anarcho-indépendantistes s'inscrivent également dans ce refus.

Les véritables questions pertinentes pourraient plutôt être : Est-ce qu'être indépendantiste veut automatiquement dire qu'il y a l'idée de création d'une nouvelle entité politique ? Sinon, quel terme peut-on employer pour nous quali-

fier et pour nous différencier des libertaires qui font preuve de carences sur les questions culturelles, identitaires et linguistiques ?

Pourrait-on par exemple se nommer "autonomistes" ? Il est vrai que c'est un vocable utilisé par le mouvement libertaire ("Zones d'Autonomie Temporaire" par exemple), mais dans le contexte de l'émancipation des peuples, l'autonomie désigne plutôt l'état d'une institution déconcentrée. De plus, je ne suis pas sûr que le terme d'"anarcho-autonomisme" puisse expliciter spécifiquement l'aspect culturel et identitaire et pas une forme de confrontation avec les forces répressives par exemple...

En réalité, les anarcho-indépendantistes ont choisi cette appellation afin de se différencier des autres libertaires et des autres indépendantistes. Il s'agit d'un terme qui comporte ses inconvénients mais qui est le meilleur qu'on ait trouvé. C'est pourquoi il faut toujours l'expliquer. Évidemment, il aurait été bien plus pratique de se dire libertaires et de rejeter les autres se réclamant "anarchistes" en dehors de cette appellation, mais c'est un réflexe dogmatique (donc pas anarchiste) que nous n'avons pas, nous... et nous en faisons régulièrement les frais de la part d'autres libertaires.

En la matière les anarchistes devraient pourtant savoir se méfier des a priori et des amalgames dont ils sont souvent eux-mêmes les victimes. Si certain-e-s d'entre eux-elles persistent à voir en nous des nationalistes, une partie non négligeable de la population pense encore que l'anarchisme prône la désorganisation des rapports humains, alors que c'est tout l'inverse...

Car la question est bien de savoir ce que les anarcho-indépendantistes avancent comme idées et non pas d'émettre des divagations absurdes à la seule lecture du mot "indépendantisme" ; certain-e-s y lisent "nationalisme". Il faut pourtant

(Suite page 5)

(Suite de la page 4)

savoir expliciter un tel mot qui a deux sens dont les conséquences sont au final diamétralement opposées. Le premier, dans lequel aucun anarchiste ne peut se reconnaître, est la défense ou l'exacerbation de la nation et des caractères considérés comme nationaux, dans une optique interclassiste. Il serait insensé de reprocher une telle idéologie aux anarcho-indépendantistes, et même aux quelques-un-e-s qui se définissent comme "nationalistes". Car ce mot a un second sens qui sous tend l'affirmation d'une conception précise de ce qu'est une nation et la constatation de l'existence concrète de nations selon cette définition ; démarche s'inscrivant le plus souvent dans une optique anti-étatiste. Mais devant l'ambiguïté de ce terme, beaucoup préfèrent ne pas l'employer.

La nation, en effet, est une entité identitaire culturelle, tout comme la classe représente l'identité sociale, et tout comme "anarchiste" est une identité politique.

À partir de là, des critiques plus sérieuses reprochent souvent aux conceptions identitaires de vouloir plaquer des traits prédéfinis sur l'individu, d'immerger l'unique dans le sur-moi collectif. C'est en effet un risque que comporte toute entité identitaire, quelle que soit sa nature. Mais on constate que cela ne se produit que quand sévit une forme d'autorité.

En effet, quand un État ethniste ou une élite culturelle (même non institutionnelle) veut imposer sa vision de ce qui autorise à se revendiquer d'une identité (selon quels critères ?), on aboutit au phénomène qui force les gens à rentrer dans un moule. C'est ce qui peut se passer à une certaine échelle en Bretagne quand certain-e-s prétendent qu'il faut parler le brezhoneg pour être breton, ou autres conneries dans le genre.

Mais le problème vient bel et bien de l'autorité, et non pas de l'identité. Les anarcho-indépendantistes s'expriment dans les pages du Huchoër sont les premier-ère-s à dénoncer le dogmatisme, qu'il soit politique ou culturel, quand d'autres libertaires se trompent de cible et s'en prennent à l'identité, et pire, pendant que certain-e-s d'entre ceux-elles-là se font les tenant-e-s d'un certain dogme anarchiste.

Or, le dogmatisme est clairement opposé aux idées libertaires ; je pensais que suffisamment de militant-e-s et penseur-euse-s libertaires avaient clamé leur opposition à l'organisation partidair

est nul et non avvenu. Pas plus que l'identité anarchiste, l'identité bretonne n'empêche pas de se forger soi-même cette identité. Seule une entité de pouvoir autoritaire conduit à un tel résultat.

On trouve une variante argumentaire moins sérieuse qui nous dit qu'existe le "droit de chacun-e à forger sa propre identité, sans être contraint-e par une pseudo-identité collective, qu'elle se pare des oripeaux de la culture ou de la nation." Il est clair qu'une telle formulation relève d'une appréciation fantaisiste de ce qu'est l'identité. Car l'identité collective quelle qu'elle soit n'est autre que l'intégration de plusieurs

identités individuelles.

Or, l'optique anarcho-indépendantiste consiste notamment dans le fait de permettre à chacun-e de se forger sa propre identité, sans être contraint par aucune forme d'autorité (étatiste particulièrement). On nous oppose les risque de dérives, alors que nous nous battons contre, et alors que nos détracteur-trice-s

sont justement complètes objectifs de ces dérives en préférant ne rien faire du tout en matière identitaire, linguistique et culturelle. Nous sommes les seules à "résister à l'instrumentalisation de la culture, de la langue et du sentiment identitaire orchestrée, via les médias régionaux, par les bourgeoisies locales (comme l'Institut de Locarn) et les organisations politiques qui s'en servent pour maintenir la paix sociale et finalement l'oppression de classe", pour reprendre un texte d'une de ces organisations qui ont du mal à mettre leurs actes en conformité avec leurs professions de foi...

L'État et le capitalisme ainsi que nombre de formes d'autoritarisme oppriment l'individu dans sa culture, sa langue et dans son identité. Ils le font parfois en niant

(Suite page 6)



et que cela était un fait acquis. Qui prétendrait que le fait de se revendiquer anarchiste force à plaquer sur soi des idées qu'on n'a pas ? – Personne (enfin j'espère...). Et pourtant, certain-e-s vont dans ce sens en voulant se constituer en autorité morale au sein du mouvement libertaire... Il y a de quoi être inquiet-e quand on voit fleurir à Rennes des tags " [nom de l'orga en question] veille ". On ose à peine imaginer la suite sous-entendue de ce slogan...

On ne peut que constater que plus l'idéologie est autoritaire, plus l'identité qui y est liée est prédéfinie. Il suffit de se pencher sur les partis staliniens pour s'en convaincre.

Je considère donc que l'argument qu'on nous oppose selon lequel l'identité plaquerait sur l'individu des caractères pré-établis

(Suite de la page 5)

ces choses, d'autres en les instrumentalisant. Donc, leur défense s'inscrit dans une démarche libertaire. Je vois mal comment on peut alors clamer que ce n'est pas une priorité, que ce qui compte c'est la lutte des classes, alors que l'anarchisme est justement né de l'opposition à ce genre de méthodologie. Car si on suit cette logique, ne nous battons plus que pour l'égalité économique, cessons de nous battre contre le sexisme, contre le système répressif, faisons-nous les apôtres de l'État providence, seul garant de l'égalité sociale...



Je dirais qu'au contraire, la défense des cultures et des langues (qui permettent de se construire une identité) est urgente, car le capitalisme globalisant allié aux États ethnocentristes font crever ces cultures et ces langues à un rythme effrayant, et qu'en la matière, il est rapide d'aller dans un sens mais très difficile

de revenir à une situation meilleure.

Il est de plus absurde d'en appeler au métissage des cultures quand on laisse disparaître ces cultures sans rien faire, et pire, en stigmatisant celles qui prennent en charge ce combat.

Pour conclure, l'anarcho-indépendantisme n'est autre que l'anarchisme pragmatique et sans concessions. Il sous-tend l'implication dans les mouvements d'émancipation des peuples afin d'être d'une part en conformité avec les idéaux libertaires et d'autre part de contrer l'instrumentalisation de ces luttes par le fascisme, le capitalisme et les projets étatistes. La libération nationale est un combat pouvant entraîner d'autres si les libertaires se donnent la peine de s'y investir, s'ils ne ratent pas en permanence ces opportunités de faire progresser les idées communistes libertaires. Enfin, l'anarcho-indépendantisme apporte une critique constructive à une certaine vision du fédéralisme libertaire qui reviendrait à fédérer des zones économiques, en niant ainsi les individualités, et donc les groupes qui en sont l'intégration.

Per Ewan

Où trouver le Huchoër ?

Roazhon / Resnn :

- Librairie Alpha Graph, rue d'Echange
- Librairie Au bout de la nuit, rue Legraverend
- L'Ekluserie occupée, rue Alphonse Guérin

Sant Brieg / Saent Berioec :

- Librairie Errances

Gwengamp / Guingamp :

- Ambassade du Peuple Palestinien, 7 rue Notre Dame
- Maison de la Presse, place du Centre

Boulvriag / Bourbriac :

- Tabac Presse, place du Centre

Tonkedeg / Tonquedec :

- Café chez Jeannot, route de Lannion

Lannuon / Lannion :

- Librairie Gwalarn, rue des Chapeliers

Kemperle / Quimperlé :

- Librairie Penn-da-Benn, place Saint Michel

An Oriant / Lorient :

- Maison de la Presse, 18 rue des Fontaines

Gwened / Vannes :

- Librairie Lenn ha dilenn, rue des Chanoines

Paris :

- Coop Breizh, rue du Maine

Lille :

- Infoshop, 4 rue de Colmar

Nancy :

- La Casbah, rue Villebois-Mareuil

+ les tables de presses, les manifs... et directement dans ta boîte aux lettres si tu t'abonnes.

Jacques Aubin dit Jacques Tallec (1964-2004)

Le militant de la Fédération Anarchiste s'est électrocuté avec son marqueur sur un caisson d'EDF. Désapprouvé par les siens au sein du mouvement anarchiste, il s'est suicidé. Nous proposons un petit historique de la dernière polémique qu'il a soulevé avant de passer à l'acte. Hommage.

Il y a 10 ans à Nantes, après un concert du groupe Conflict, je cherchais quelqu'un pour me ramener sur Rennes, étant donné que j'étais venu en stop. Un camarade, figure de l'anarchopunk rennais, expert en relation et en communication interpunk, me dit : « bouge pas, je connais du monde qui peut te ramener ». Aussitôt dit, aussitôt fait, me voilà raccompagné par un grand type au t-shirt noir arborant un A cerclé. Vu notre arrivée tardive à Rennes, il me propose l'hébergement et me laisse les clés le lendemain, étant donné son départ matinal. Ce gars-là, qui a le sens de l'hospitalité et de l'entraide, ne laisse pas ses convictions seulement apparaître sur son t-shirt; son nom : Jacques Tallec. 10 ans plus tard, je recroise ce monsieur de temps à autres, dans les manifs et réunions publiques. Il milite à la FA, à FO et moi avec Huch !

FO, la force de l'indépendance.

Avec des slogans pareils, moi qui ai une vision indépendantiste des luttes, je me dis, on est fait pour s'entendre...mais FO, pardon FAut pas s'leurrer ! Alors que la guerre des graffitis fait rage à Rennes, que nos affiches sont détournées par celles de la FA, je comprends alors qu'avec Huch on dérange, ou qu'on est entré dans une rivalité avec la Fédération Anarchiste. Moi qui ai toujours milité de façon autonome, bon gré mal gré, je réalise qu'au sein d'organisations, une certaine compétition s'installe, une compétition d'in-

fluences, de visibilité sous couvert de déviationnisme de la pensée anarchiste orthodoxe de notre part. Moi qui croyais que tout était si simple, vu du Goëlo où je résidais avant, je réalise qu'à Rennes rien n'est pareil.

Et Jacques dans tout ça ? On se croise des fois, mais il semble ne plus me reconnaître. Pourtant on se voit dans des manifs, au meeting anti G8 où nos organisations respectives ont appelé à se mobiliser. On échange de furtifs « salut » ou simplement un petit signe de tête. Moi qui avait encore l'image d'il y a 10 ans, d'un compagnon de route, de la solidarité entre anarchistes...

La FA nous mène en bateau...

J'apprends un beau jour qu'un militant de la FA s'est fait gaulé par les flics à recouvrir une inscription « Huch Bzh » avec un A cerclé. Depuis le temps que la FA se donne à ce sport, à son sport favori, le monopole de la pensée anar, je suis curieux de savoir qui a fait ça ; son nom : Jacques Tallec. La gloire ! Comble de l'hypocrisie, c'est le mec qui m'a hébergé il y a 10 ans qui recouvre nos inscriptions murales ! Au lieu de faire profil bas, ce con-là va tout faire pour médiatiser son coup de maître, nom de Dieu ! A commencer par une pétition où il qualifie l'inscription de « fourrier du racisme de demain, de la restauration féodale » ou je ne sais quoi. Même si je ne suis pas l'auteur de ce graffiti, je me sens directement visé. Moi raciste ? ! Moi pour un retour à l'ancien régime ? ! C'est vrai que lui, il en est encore à la révolution française et à l'époque des lumières. Jacques, éclaire ma lanterne !

Françoise Morvan, FA, FO... un mélange détonnant !

Moi qui pensais qu'entre anars, on

pouvait se dire les choses en face, que nenni ! Au lieu de choisir la médiation, Jacques la refuse et va ainsi jusqu'à un procès. Notre procès, car il se sert de cette estrade médiatique pour nous désigner comme des terroristes devant la justice : « Huch appelle à la lutte armée » (Ouest France du 29/01/04) ; avec deux témoins de moralité : Françoise Morvan, caution morale des courants ultra-républicains français, auteur du livre *Le monde comme si*, et du secrétaire général de l'union départementale de Force Ouvrière ; deux grandes figures du mouvement anarchiste...

Un mélange détonnant... de délation. Bon, je sais Jacques, tu as toujours eu de la solidarité envers ton prochain, et dans ton syndicat tu as voulu faire plaisir à tes collègues de FO Police et de FO pénitentiaire, c'est normal...mais là je dis, dans mon patois local, tu en conviendras : « FO pas boussel 'vice ! ».

La Face cachée de FO

Oui mais voilà, sous des airs pompeux...le pompon ! Joyeux comme un Maurice, tu t'es laissé aller. Pétition, scission, division, diffamation... infiltration ? Jacques Tallec ne serait pas ton pseudo pour une meilleure infiltration en Bretagne ? C'est vrai que Jacques Aubin, ta véritable identité, ça le fait moyen chez nous ! C'est vrai qu'avec tes collègues de La Sociale vous avez l'art de rendre stériles toutes nos luttes en divisant le mouvement anar. Enfin maintenant c'est clair. Je croyais encore que vous étiez des anarchistes...

Jacques n'a pas supporté qu'on découvre sa véritable identité. Alors que nous allions le mettre en quarantaine, il est passé à l'acte. Nous appelons chacun-e à venir déposer un marqueur devant le caisson EDF de l'avenue Winston Churchill. A bientôt Jacques...

L'courrou d'néteïe

Droit de réponse de Huch !

Le collectif Huch ! tient à faire connaître son plus profond dégoût quant aux dernières déclarations de Jacques Tallec, membre de la FA Rennes à notre égard suite à son interpellation par la police pour un tag.

Monsieur Jacques Tallec, non content de s'en prendre à une autre organisation libertaire, Huch ! en l'occurrence, tente de faire jouer la confusion en distillant d'ignobles amalgames sur notre compte et ce, à diverses reprises et de multiples manières.

Une pétition a circulé dans laquelle monsieur Tallec parle de « *bombage de préférence régionaliste, véritable fourrier du racisme moderne de demain, préparant la survenue du repli communautaire et de la restauration féodale* » Nous pensions naïvement qu'il s'agissait du bombage d'un groupe d'extrême droite que nous pouvons en effet malheureusement rencontrer sous nos latitudes. Mais le doute n'était plus permis lorsque plus loin nous lisons : « *de plus ce message, pour introduire une confusion idéologique malsaine, s'affublait **indûment** d'un symbole de la pensée libertaire, en l'espèce le A cerclé de l'anarchisme* ».

Ainsi Huch ! préparerait la survenue du repli communautaire ?

Comment expliquer la présence de nos tables de presse aux concerts anti-racistes ou anti-fascistes de Rennes ? Par notre bonne tête peut-être ?

Nous demandons expressément à ce monsieur de tenter d'argumenter ses dires, et de trouver un seul texte, une seule prise de position de Huch ! favorable à ce que nous abhorrons le plus : le fascisme et le racisme. Mais c'est bien connu... quand on veut tuer son chien, on l'accuse d'avoir la rage !

Ainsi Huch ! s'affublerait indûment du A cerclé ?

Comment alors expliquer notre présence au premier mai libertaire (dont nous étions d'ailleurs chargés de faire la banderole commune), en compagnie de la FA, la CNT, Alternative Libertaire, le SCALP, les squateur-euses ?

Comment expliquer que l'appel à manifester du collectif Ne plus subir (que l'on trouve en ligne sur le site de la FA Rennes) soit soutenu par la Fédération Anarchiste, Huch ! et le comité d'agitation contre le sécuritaire ?

Comment expliquer notre participation au meeting "Internationalisme contre mondialisation" samedi 17 mai 2003 organisé conjointement par Alternative Libertaire, l'Union locale CNT, la Fédération Anarchiste, Huch ! et le SCALP ?



Les mouvements libertaires travaillant régulièrement avec nous doivent se réjouir d'apprendre qu'ils sont stupides au point de collaborer avec un groupe « *fourrier du racisme de demain* ».

Toujours aussi grave, Jacques Tallec persiste dans la presse bourgeoise (Ouest France du 29 janvier 2004) que pourtant son groupe ne se lasse pas de critiquer, en nous accusant d'appeler à la lutte armée. La tradition de délation a toujours été vivace en Hexagone, mais cette dernière est surprenante venant de la bouche d'un camarade censé représenter la plus haute distinction du combat libertaire.

Nous interpellons donc vivement le groupe FA de Rennes pour que ce dernier prenne une position publique et nous adresse ses excuses. Face à ces calomnies et cette diffamation nous demandons également que joue la solidarité des groupes libertaires de Rennes et d'ailleurs afin qu'elles nous appuient dans ce sens.

Rennes le 4 février 2004

<http://www.huch.lautre.net>

Politique ethnocidaire en France : chantage et hypocrisie

À l'heure où les écoles bilingues bretonnes subissent des attaques répétées, il est intéressant de se pencher sur la politique française en matière de bilinguisme lorsqu'il s'agit du français. Bizarrement, l'immersion n'est alors ni une tare, ni un handicap. Ce nouvel article vient compléter la série d'articles parus dans le Huchoër tentant de démontrer l'hypocrisie linguistique généralisée en usage en France.

Né d'une très forte volonté politique des hauts responsables de la francophonie, s'est mis en place progressivement un ambitieux programme bilingue franco-vietnamien. Il existe maintenant plus d'une centaine de ces établissements. Encore une fois, sous couvert de diversité culturelle, l'objectif est très clair : former des cadres nationaux qui seront les futurs acteurs du développement du pays.

Le français est, au Vietnam, une langue héritée de la période coloniale. À cette époque, les gouverneurs généraux de l'Indochine éliminèrent l'ancien système éducatif, qu'ils remplacèrent évidemment par le leur. Ce qui est intéressant d'observer, pour le cas du français au Vietnam, se sont les efforts financiers et logistiques que la France est capable de mettre en place lorsqu'il s'agit de propager ses valeurs, sa culture, au travers de sa langue, avec toujours en toile de fond la volonté de fournir un nombre de diplômés de haut niveau au service de l'appareil administratif français.

C'est ainsi que fut mis en place un centre de télé-enseignement à Hanoi (favorisé par l'ambassade de France qui y est implantée), chargé de la formation continue des enseignants de français, ainsi qu'un autre pour la formation universitaire à distance. Un autre grand chantier

fut celui de la construction du centre régional d'enseignement du français en Asie Pacifique. Voir également les créations du centre de formation de traducteurs et d'interprètes de l'institut francophone d'informatique, du centre franco-vietnamien de formation à la gestion, du centre de formation continue. Il faut également compter sur tout le réseau des Alliances Françaises et des Centres Français que l'on peut trouver un peu partout sur le territoire vietnamien : Can Tho, Hue, Danang, Nha Trang, Ho Chi Minh Ville...

On peut facilement constater à quel point une volonté politique linguistique est facilement mise en



place (et avec quels moyens !) quand il s'agit du français.

C'est au vu de ces moyens que l'on constate l'étendue de la mauvaise volonté en matière de bilinguisme ici même.

Nous ne pouvons que constater également que ces machines de guerres linguistiques ne gênent quant à elles personne, et encore moins les adversaires acharnés du bilinguisme breton. Nous n'avons encore jamais vu par exemple un libre penseur dénoncer l'acharnement dont font preuve nos gouvernants français à vouloir imposer le français à toute la planète.

Immersion : breton = replis

culturel, français = diversité culturelle

Et de Diwan, il en est encore question. Car tout ce qui touche ces écoles nous ramène à la pédagogie mise en place depuis 1977 en son sein. Depuis quelques années nous assistons à un acharnement sans précédent visant à torpiller tout ce qui touche de près ou de loin ces écoles. Son grand tort ? Pratiquer un enseignement immersif en langue bretonne. Le gouvernement français, ainsi que tous ses supplétifs culturellement narcissiques, mettent tout en oeuvre pour contrer ce projet pédagogique immersif, certains ne craignant pas, tel le duc De Rohan, actuel président de la « région » Bretagne, à faire du chantage alors que Diwan est étranglé financièrement : argent contre abandon de son système immersif.

En 2001 le ministre Mélenchon n'hésite pas à parler de « pratique sectaire » à l'encontre de l'école bretonne, les parents des élèves de Diwan s'apparentant selon lui à des « intégristes linguistiques », des « extrémistes », des « fondamentalistes » (sic). Ceci rejoignant ni plus ni moins le discours des responsables F.O. qui se posent même la question : « entre immersion et séquestration mentale des enfants, où est la différence ? » Ces derniers avançant même l'idée d'un « intégrisme ethnolinguistique ». Bref, l'immersion en langue bretonne pour nos braves républicanistes français, ne peut être qu'une « revendication sectaire ».

C'est donc avec consternation que l'on constate que la France, au travers de ses institutions si vénérables, en vient à promouvoir l'immersion en langue française et donc le « replis culturel » par le biais d'écoles bilingues à l'étranger !

Le ministère français de l'Éducation certifie ainsi, comme à Portland dans l'État d'Oregon, une école qui est fière de démontrer que l'immersion « est la meilleure

(Suite de la page 9)

méthode pour enseigner une deuxième langue (qui permet d'utiliser ses nouvelles capacités (...) dans la cour, pendant les sorties d'étude de classe etc.. »

Au Canada l'ambassade de France ne cache pas qu'elle « s'associe aux efforts de développement des classes d'immersion où le français est enseigné de manière intensive (...) ». D'ailleurs, la France avoue que sa politique de promotion en matière de littérature française y est « particulièrement active ». L'ambassade soutenant même le replis culturel québécois puisqu'elle va jusqu'à envoyer de nombreux intellectuels français aux colloques universitaires au Québec, ce qui somme toute ressemble fortement à de l'ingérence, du moins si l'on se place sur le même point de vue que nos gouvernants.

Retour aux États-Unis : quelle est donc la différence entre Diwan et le lycée français de New York où à partir du cours préparatoire, l'enseignement est donné essentiellement en français, et où les enfants commencent à apprendre à lire en français avant d'aborder la lecture en anglais ? Aucun, si ce n'est que le lycée français lui, suit en plus le programme défini par le ministère français de l'Éducation nationale alors qu'il se trouve aux États-Unis. Comble du repli ethnique made in France.

Je terminerai ce petit tour d'horizon d'hypocrisie ethnocentriste par quelques lignes tirées du *Projet Pédagogique et Educatif* de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE). Dans le chapitre « définir une politique des langues » nous pouvons lire :

« Il s'agit d'assurer la maîtrise de la langue française et d'en faire un outil de communication dépassant le cadre de la classe ou de l'établissement. (...) Dans cette perspective, l'usage de la langue française, dans les enseignements comme dans la vie scolaire et extra scolaire, par les élèves tout comme par les personnels, doit

être systématiquement privilégié »

Nous voyons clairement qu'ici rien ne diffère de la charte des écoles Diwan qui pourtant soulève un tollé incroyable parmi, entre autres, les défenseurs de la langue française. Mais comme l'a déclaré Robert Badinter « Toute fermeture d'un lycée français à l'étranger est un coup porté à la France ». On imagine très bien que l'existence même de classes bretonnes sur le sol du territoire dit français est perçue également comme un coup porté contre la France.

Une seule chose dérange la France dans la mondialisation : que l'uniformisation ne soit pas française.

J'ai parlé ici d'hypocrisie, mais cela n'est qu'un aspect mineur de la politique linguistique française (entre autre). Comment comprendre ce double langage : « Ce qui est bon pour ma langue est inconcevable pour la tienne » ? C'est qu'en fait, rien n'a jamais vraiment changé depuis l'invention



des races et son pendant, la classification des cultures. Les « érudits » nous apprenent à une époque, que les races existaient chez l'homme et qu'elles étaient inégales. Il y avait les civilisés et les sauvages. Les « civilisés » avaient une langue, les autres parlaient un patois, un dialecte. Les « civilisés » avaient la littérature, une nation... les races inférieures une pauvre culture orale et des tribus. La notion de race a fait long feu, mais son pendant linguistique continue d'exister sans qu'aucune gêne ne se manifeste. On continue



à apprécier les langues selon des critères de classification pourtant aussi ridicules et intolérables que ceux de la race.

La France n'a pas évolué depuis Jules Ferry et elle continue d'exercer une politique profondément raciste s'arrogeant le droit de vie et de mort de cultures qu'elle asphyxie.

C'est en cela que Diwan est profondément gênant. Lorsqu'en 1977 naît Diwan, personne n'y croit, et cela n'affole pas nos politiques jacobins. Bernard Poignant l'avouera lui-même. Les gamins de Diwan échappent alors aux griffes de l'Éducation nationale. De par leur langue ils échappent aussi d'une certaine manière au standard culturel français, et ceci est tout simplement intolérable pour nos uniformisateurs. Mais voilà, Diwan qui a beaucoup grossi est devenu incontrôlable et surtout, inévitable en Bretagne, car Diwan est devenu un véritable symbole, même pour les bretons non brittophones.

Il ne reste alors plus beaucoup d'alternatives à la classe dominante pour tenter d'inverser la situation de sympathie qu'exercent ces écoles : leur faire le plus de mal possible en s'acharnant sur les parents que l'on stigmatise, en l'étouffant financièrement, et en usant mille stratagèmes plus odieux les uns que les autres pour semer la confusion sur une péda-

(Suite page 11)

(Suite de la page 10)

gogie dont le savoir faire est, je le rappelle, partagé par la France, entre autres, hors de ses frontières. Le but est bien évidemment que les petits bretons cessent de grossir les rangs d'une école n'ayant pas le certificat de conformité républicain français tout en essayant d'isoler les récalcitrants et d'une manière générale de continuer de coller une image négative à notre langue. Ils ont bien évidemment compris que l'image que se fait un peuple de sa propre langue est essentielle pour sa viabilité ou non. Notre langue fut ainsi selon les époques : une langue de rustres, un charabia, un baragouin, une langue de curés, puis une langue de nazis. Maintenant que l'intégrisme musulman est mis à l'honneur, nous voici devenus des « fondamentalistes ». Ne trouvez-vous pas que cela commence à faire beaucoup !? A ce compte, pourquoi la langue française ne serait-elle pas la langue des négriers, du Maréchal Pétain, de l'OAS, du FN... ? et la langue bretonne celle des paysans insurgés de 1675 ?

Tout simplement parce que nous subissons la vision que nous impose l'État. Et cet État français associe indûment des notions d'égalité, d'évolution ou de liberté à sa langue depuis des siècles, en oubliant que cette langue a pourtant servi les idéologies les plus malodorantes.

Alors finalement le breton, langue de Mordrel ou celle d'Armand Robin ? Et le français, langue de Molière ou de Le Pen ?
Les deux mon général.

FabrIs IskIs

Dizertit ar c'hêrioù !

Fichenniñ, video-evezhaerezh, druilhata, marc'haerezh an hinienn...setu drougoù ar gevredigezh-gêr-se. Ha peseurt lec'h all a zo gwelloc'h eget ar maez evit stennañ d'an emvrasoni, d'an embroduksion evit teuziñ e-barzh keñverioù denel stag-ha-stag ?

Evel-just n'eo ket miret ar maez eus reuzioù ar gevalaouriezh (kleuzioù razhet, industriezh boued-ha-bevañs...) met koulskoude eo an tuioù a-fed framm ha kevredigezhel, daoust d'ar pezh a lavar ar sosiologion-kêr, propisoc'h da zont da zizalc'h ha da zieubidigezh an dud

Bezañ keodeder evit eurvat Mab-Den a lavar ar Stat deomp neuze.. Deomp-ni da vezañ mestred hon tachennoù en-dro hag asambles ! Distrojomp ar chatelerezhoù-uzin ! -Rekizisionomp an tiez-feurme (dismantret pe adnevezet gant bourc'hizien peurliesañ) evit reiñ en-dro o roll-kentañ dezho: bevañ lies e-barzh, gounit ha magañ an traoù hon eus ezhomm da zrebiñ pe da eskemmañ. Adlakaomp ar meilhòu da vont en-dro, implijomp rodoù-avel ha daspunerioù-heol (fardet ganeomp pe laeret d'ar Stat !) evit kaout an nerzh, a oarimp damantiñ, e-plas ar fabrikoù vras kreizennet, saotrus ha estrenaus. Tu 'zo deomp ober kalz traoù all hon-unan ivez, ma fell deomp ha m'en em skoazellomp.

Lakaomp an douar boutin evel kement a veñvioù-produksion. Lezomp hon norioù digor d'an holl evit kaozeal asambles dindan ar gwezennoù-derv bras, en ur lakaat ar sevenadur dre-gomz war-raok, al liammoù-den o neveziñ dibaouez...Amañ eo an dispac'h gwir !

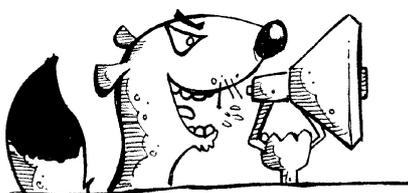
Adc'hounidomp hor bro, an Douar, addeskomp hor yezh ha distrojomp ar c'hêrioù evel kement a vaezezhoù an hiniennoù, savet gant, hag evit ar C'hevala. Perak lakaat hol lochoù-konifled boutin ; petra 'zo da lakaat boutin e-barzh ar c'hreizennoù-dreistproduksion ha re-veveziñ-se ?

Tud zo a soñje dezho emañ un neubeut oc'h apelañ da «Distro d'an Natur» ar bloavezhioù dek ha tri-ugent ; met ur ster politikel gwir a zo amañ. Klaskomp bevañ ar pezh a faot deomp evel un dispac'h en hor c'hreiz. N'eo ket ar c'hêrioù graet e sell d'ober se, er c'hontrol.

Ramparzh enep ar C'hevala eo ar c'hleuzioù; mogerioù hon toullbac'h eo ar melladoù-tiez ! Diframmet e vo an ter-du gant soc'h an dispac'h hag en erv ar ftankiz e kresko gwezennoù an adsav...

Bevet Breizh diren en ur bed hep ren ebet ken !

Paol Pegan



**Toi aussi participe à l'axe du mal ...
... abonne-toi au Huchoër !**

(Prix indicatif : 6 euros pour 4 numéros.

Chèque à l'ordre de CBIL)

Le Huchoër c/o CBIL BP 7042 22200 Gwengamp cedex

Promenade en Europe

Pour nous distraire un peu, je vous propose un petit voyage instructif et agréable dans les États qui nous entourent. Nous y ferons la connaissance des grands dirigeants à qui nous devons notre avenir.

Commençons par notre cher voisin et maître : Chirac de France. Se voulant champion de la démocratie contre Le Pen, lui qui ne supporte ni le bruit ni les odeurs, notre bien-aimé chef d'État s'est aussi retrouvé dans la coalition des anti-guerre (avec l'ultra-droit-de-l'hommiste Poutine et un président chinois si populaire). La France serait-elle en phase avec ses grands idéaux de 1789 ? A part en apparence pour les pitreries diplomatiques internationales, je crains bien que non. En ce qui

concerne les affaires de Paris et des provinces colonisées, nous avons le droit au gouvernement le plus réactionnaire depuis la nuit des temps (ou Pétain ?). Sarko & co. c'est : plus de flics, plus de prisons, plus de surveillance, moins de droits pour les accusés... ça, c'est pour la répression. Mais il ne faut pas oublier l'économique : ultra-libéralisme à tous les étages, avec remise en cause du droit de grève et démantèlement des services publics. Et, comme on s'en doutait un peu, toute cette casse sociale ne fait pas baisser le chômage!

Partons donc voir au nord si cela se passe mieux, par exemple en Irlande aux vertes collines, si belle, si catholique, qui a oublié qu'une partie de son peuple vit toujours écrasé sous la botte anglaise et où les femmes attendent toujours le droit à l'avortement... Sa terrible voisine, la Grande-Bretagne, pratique une politique courageuse de suivisme du grand frère américain. Attention, Blair! tes idées de va-t'en-guerre pourraient te coûter cher, tout comme

ton travaillisme anti-social.

Je ne connais pas bien la politique actuelle des pays scandinaves, aussi redescendons vers l'Allemagne où ce brave Schröder travaille à faire accepter toujours plus le libéralisme (c'est devenu l'objectif des socialistes un peu partout, je crois).

En passant, notons dans le Benelux le petit Luxembourg, si apprécié des multinationales et des riches de tous



poils (capitalistes « classiques », politiques, sportifs...) pour ses vastes possibilités de joyeux ses magouilles financières. Et n'oublions pas la Suisse, où un beau référendum bien démocratique a fait accepter la perpétuité réelle (sans doute pour prolonger à vie les vertus trices de la prison).

Fait-il meilleur dans la douce Europe du sud, bercée par la Méditerranée ?

Au Portugal, pas d'avortement pour les femmes mais des procès

avec le risque de lourdes peines. En Italie, Berlusconi a peur des araignées mais pas (encore !) des mouvements sociaux qui fleurissent ça et là dans son royaume médiatico-politique, car il sait manier la répression (souvenons-nous de Gênes).

En Espagne, Aznar utilise les mêmes méthodes, avec en prime une pratique généralisée de la torture au Pays Basque. Et comme lui, il ne possède pas les médias, il n'hésite pas à les détruire, surtout quand ils parlent une autre langue que son cher castillan.

Comment dès lors s'étonner que tous ces joyeux personnages s'entendent si bien pour empêcher l'accès de l'Europe aux immigrés et pour fermer les frontières, ouvertes pour le commerce, quand des mouvements sociaux d'ampleur internationale les menacent ? Pour changer tout ça, faisons converger les luttes sociales et les luttes des peuples opprimés.

Révolution par les travailleurs et les chômeurs, en Bretagne et ailleurs !

Révolution par les individus et les peuples, en Europe et dans le monde !

Traceville

BREIZH DISORDER compilation volume 3, 28 titres.

Depuis l'euphorie des premières compils du style (Breizh Attack, Breizh Ardente et les premiers volumes de Breizh Disorder), Mass Prod poursuit l'aventure en élargissant son champ de prospection vers le reggae, le rock, le métal, le grind... pour offrir un panel éclectique de la scène bretonne. Si les premières compilations venaient consacrer l'émergence d'une scène punk très vivante en Bretagne, avec ses grosses pointures (Mass Murderers, Tagada Jones...), le label rennais nous propose ici de découvrir toute une flopée de groupes pas forcément très connus et surtout dans des styles très divers. Si dans un premier temps j'ai eu un a priori négatif sur cette trop grande diversité qui, pour moi, ne relevait plus de l'esprit punk des premières compils (on apprend pas au vieux punk à écouter du reggae !), j'ai changé d'avis vite fait en écoutant ce disque qui m'a fait connaître pas mal de groupes que j'apprécie : je citerai en vrac Snoutbender, les Femmes, Six-8, Narayana, Sic sans oublier les copains de Lik ha Lik, Askida, Shortcut, Call Jah Crew.

Distribution Kerig / vente aux stands Mass Prod dans les concerts.

Contact Mass Prod, 19 rue Malaguti, 35000 Rennes (02 23 40 26 45).

L'courrou d'nétéie

Emañ Naoned e Breizh

Cela fait maintenant plus de 60 ans que notre pays est administrativement amputé du pays nantais, le département de Loire-Atlantique étant envoyé dans un conglomérat appelé «Pays de la Loire ». Cette pseudo région, constituée de pays dont le seul point commun est le fleuve qui les traverse ou dont ils ne sont pas loin (outré, oh bonheur ! le conseil régional), est l'exemple type de création étatique, qui ne tient aucunement compte des différences humaines puisque chaque français appartient à la même et unique culture, celle de la France éternelle et rayonnante, patrie des Droits de l'Homme, pays des citoyens tous égaux, super heureux...

Ouais, ça pète la France ! Bezomp siriusoc'h... Klask a ran gouzout penaos e tremen emvodoù er C'huzul Rannvro Broioù-al-Liger? Penaos kompeziñ gortadenn ar beisanted Mayen gant ur politik mor gallas er Vro-Naoned? Marteze e tiskouez an dra-se perak eo gallas ar politik-mor-mañ hep bezañ lakaet da dalvezout... En tu eneb, e Breizh administratif, Roazhon, gant e bolitik-douar, a harz talvoudekaat gouestoni porzh-mor ar vro. . E Breizh adunanvet e c'hellfe

bezañ galvedigezh-mor ar vro lakaet war-raok en-dro gant lusk ur porzh-bigi bras evel reoù Naoned, Sant-Nazer a lavar ivez tud zo, evel ma ra an douaroniour J. Ollivro.

Mais que faire de ces capacités portuaires ainsi développées? Et d'abord, qu'avons-nous à attendre de l'État? Qu'il veuille bien, aux vues de nos gentilles petites pétitions, rendre son unité administrative à la



Bretagne? Qu'il retransbahute administrativement les habitants du pays nantais une fois encore?

Le fait d'être breton aurait-il besoin de l'aval de l'État français? Une fois la folklorisation des cultures minorisées et la négation de l'individu achevées, on peut être sûr que cette revendication sera concrétisée car la Bretagne, même à cinq, ne fera plus peur, fondue qu'elle sera dans un énième « Grand Ouest » ...

Deomp-ni da lavar omp Breizhiz ! Deomp-ni d'asuriñ emañ Naoned e Breizh ! D'andud eus Bro Naoned d'arc'hiñ int hon breudeur ! Deomp-ni ivez da chom hep justifiñ an adunaniñ gant digarezoù ar C'hevala : ma tiorrefe ur porzh bras e Breizh e vefe en ur

c'hignañ an hent mor o c'houlleñ pinvidigezhioù Afrika evit lardañ paotred-arc'hevala...Ha petra 'zo da c'hounit evit an Naonediz.? Gwellout ar memes fasoù-revrer C'huzul Rannvro egedomp ? Bezafi debret gant patroned vrezhon penn-kil-ha-troad ? Breizh diren a savimp a vo gant an holl o do c'hoant da vezañ breizhad, da vevañ e Breizh ha nompas diwar rannoù divizet gant ar stat ac'huber. Ahann di e vez red deomp arsaviñ an destuziañ er Vro-Naoned, e Breizh a-bezh hag e pep lec'h, en ur en em gannañ evit an adc'hounid hiniennel ha sevenadurel.

«...Nous venons refuser raison, nous venons dire Je suis Breton! Je suis breton en vérité; je réclame mon identité, au nom des sourds et des muets, de ceux qui n'osent pas parler; au nom des morts dans la misère sur les richesses de leur terre; au nom des exilés épaves qu'on vend sur les marchés d'esclaves; au nom des travailleurs en grève, au nom des luttes et des rêves... » Ki Du, G. Servat 1973

Paix a son âme

Paol Pegan

La Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL) rassemble actuellement plusieurs collectifs en Bretagne : Huch ! à Rennes, Treger Disuj pour le Trégor, Ti an Dispac'h pour la Région de Pontivy, ainsi que des individuEs. *N'hésitez pas à prendre contact avec votre collectif local ou à en créer un s'il n'existe pas encore.*

CONTACTS

Coordination : cbil@no-log.org / CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Collectif Treger Disuj : treger.disuj@no-log.org / Treger Disuj c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Collectif Huch! : huch@no-log.org / Huch c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Collectif Ti an dispac'h : ti.an.dispach@free.fr / TAD c/o CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Contact Lorient : huch.an.orient@bzh.net

Contact Alsace : Penngoullo@no-log.org

Conseu

La CONSEU. (Conférence des nations sans Etat d'Europe) qui existe depuis 1985 et rassemble une douzaine de pays, s'est réuni à Nantes le week-end du 9 et 10 janvier.

« La répression en Europe » fut le thème de ce week-end. De nombreux juristes de différentes nations étaient présents : Galice, Pays Basque, Catalogne, Sardaigne, Ile de Mans, Canaries, Flandres, Berbères, Bretagne. Le but étant de trouver des ripostes coordonnées face à la répression grandissante dans toute l'Europe envers les peuples dits minoritaires. Ainsi, entre autre, le renforcement dans l'arsenal juridique de législations et de juridictions d'exceptions, justifiées par la nécessité d'une politique sécuritaire suite aux événements du 11 septembre 2001. Cette politique sécuritaire, relayée par les Etats européens dits démocratiques, remet gravement en cause les libertés fondamentales, pourtant garanties par les normes juridiques internationales en vigueur concernant les droits de l'Homme.

Sous prétexte de lutte anti-terroriste, c'est la criminalisation par ces Etats de la légitime revendication du droit à la pleine souveraineté par les peuples non reconnus qui est en œuvre.

La CONSEU dénonce ces atteintes aux droits fondamentaux qui, dans la réalité, ne sont qu'une réponse à la tendance totalitaire de ces Etats. Il est évident que les situations invoquées ne sont générées que par le maintien des inégalités entre les peuples, contraire aux principes d'égalités, fondement de la démocratie universelle.

La CONSEU affirme que seul un développement des politiques de



reconnaissance de l'ensemble des droits et de promotion du principe d'égalité entre les peuples peut réellement garantir la paix et la sécurité en Europe et dans le Monde.

Suite à ce constat plusieurs initiatives ont été prises :

- La création d'un site Internet qui recueillera les informations sur les répressions les plus flagrantes envers les peuples et ceci grâce à des relais dans chaque nation sans Etat d'Europe, permettant

ainsi de diffuser l'information aux médias de chaque pays et d'effectuer des actions de solidarité internationale.

- Mise en place également d'une équipe

de juristes et d'observateurs ayant pour but d'observer les agissements répressifs et d'en dénoncer les abus, ainsi qu'une coordination de juristes qui devra dénoncer les violations flagrantes des principes fondamentaux du droit international en matière de droits de l'Homme et du droit des peuples auprès des instances internationales.

Les premières suites de ces dispositions seront visibles lors du procès en mars des Prisonniers Politiques Bretons où des observateurs internationaux seront présents.

Ewen

ADRESSES DES PRISONNIERS POLITIQUES BRETONS

Gaël Roblin

Prisonnier politique Breton
273 196 - D1/ 214
M.A.H.
42, rue de la Santé
75674 PARIZ Cedex 14
(France)

Jérôme Bouthier

Prisonnier Politique Breton
279 896 K - B 129
M.A.H.
42, rue de la Santé
75674 PARIZ Cedex 14
(France)

Alain Solé

Prisonnier Politique Breton
Maison d'Arrêt de Santé
281 892-d1/202
42, avenue de la Santé
75674 PARIZ Cedex 14
(France)

Kristian Georgeault

Prisonnier Politique Breton
276 024 - A 234
M.A.H.
42, rue de la Santé
75674 PARIZ Cedex 14
(France)

Paskal Laizé

Prisonnier Politique Breton
274 740 D 2 / 237
M.A.H.
42, rue de la Santé
75674 PARIZ Cedex 14
(France)

Stefan Philippe

Prisonnier Politique Breton
281 868 B-129
M.A.H.
42 rue de La Santé
75674 Paris Cedex 14
(France)

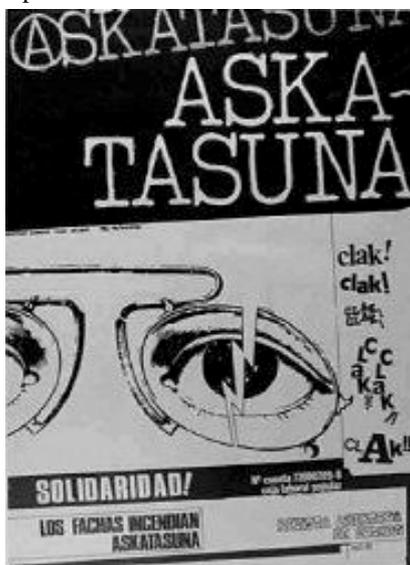
L'anarchisme et la liberté des peuples - Partie 1 -

Les débats qui secouent et n'ont eu de cesse, d'ailleurs, de secouer les organisations anarchistes et les individus inorganisés sur le thème des luttes de libération « nationales » sont souvent ardues et passionnés. Les antagonismes profonds qui divisent les courants de l'anarchisme sont pourtant bien souvent viciés par des quiproquos sémantiques, des amalgames – hélas parfois volontaires – et un manque de dialogue certain. Cet article a pour but de donner une version, une manière pour envisager la libération des peuples et la sauvegarde des cultures autochtones sous un angle libertaire. A l'image des autres contributions signées, ce texte est issu d'une réflexion personnelle qui ne prétend pas proposer autre chose qu'une simple vision de ce sujet, une proposition d'idées voulant contribuer au débat, hors des querelles de chapelles et des prises de têtes stériles.

Le colonialisme, une forme d'oppression.

Qu'est-ce que le colonialisme : c'est l'imposition à un peuple par un état non-autochtone de sa présence politique, militaire et économique – entre autre par le biais de son armée, de sa police, de ses institutions, de ses lois – mais aussi culturelle, en imposant sa langue, ses principes. Le colonialisme apporte, comme il l'a toujours fait dans l'histoire, les moyens répressifs et autoritaires lui permettant de se maintenir à cette position dominante. Le colonialisme porte en lui le germe d'un racisme méprisant en proclamant sa langue, sa culture et sa morale sociétale supérieures à celles du peuple – et donc des individus – qu'il asservit. Ce phénomène a été particulièrement fort dans la période coloniale française en Afrique noire : les colons étatiques et les religieux prétendaient unanimement appor-

ter « les lumières » et la civilisation à ces « sauvages » qui avaient pour malheur, selon les premiers, de ne pas avoir été déjà béni par la sacro-sainte république française et ses baïonnettes civilisatrices, et, selon les seconds, de ne pas encore avoir été frappés par la nécessité de se mettre à genoux devant les icônes sacrées et surtout devant les pontes de la hiérarchie ecclésiastique. L'Etat français dans toute sa grande et légendaire générosité leur a donc enseigné comment les beuglements qui sortaient de leurs bouches étaient inutiles face à la beauté de la Langue – le français par évidence – et comment ces



bons serviteurs et chair à canons potentielle avaient pour ancêtre Vercingétorix, tout en les exposants comme des bêtes sauvages, lors de l'exposition universelle de 1900 à Paris, centre du monde. Ce serait d'ailleurs un leurre de croire que la colonisation de l'Afrique noire par la France soit finie. Militairement d'abord : les bases militaires françaises sont légions dans les anciennes colonies parfois même quand elles ne sont pas désirées. Culturellement ensuite : par le biais de la « francophonie » véritable mafia de la langue française, au sein de laquelle dans l'espoir de contrats, d'aides financières voire de renoncement total ou partiel au remboursement de la dette, des pays prêtent allégeance à la langue française.

Mais la France ne s'est pas conten-

tée d'apporter ses « lumières » au continent africain. Amérique du nord, avant d'être supplantée par les anglo-saxons, Afrique du nord, Asie, mais aussi Europe. Partout la méthode a été et est encore la même : culpabiliser les peuples asservis, les rééduquer selon le modèle culturel dominant, s'en servir comme réservoir en cas de conflit(s), et les exploiter économiquement. *L'assimilation parfaite, tellement parfaite que beaucoup ont fini par oublier qu'ils étaient des colonisés...*

Le paradoxe linguistique français

La position de l'État français est double : défense des langues minoritaires dans le monde / destruction ou étouffement des langues des peuples sous sa domination, refus de l'enseignement par immersion des langues minorisées sur leurs territoires respectifs / développement de la francophonie et des lycées français (en français) dans les autres pays, discours rassurant sur l'avenir des langues dites « régionales » en période électorale / barrage face au développement ou à la pérennisation de ces langues.

La France semble pourtant assumer sans complexe cette dualité. Au nom de quoi ? De l'exception culturelle française ! Rien de moins. Récemment encore, les représentants cravatés de l'État français dans les instances de l'Europe forteresse et libérale s'offusquaient de l'absence de traduction en français de panneaux d'entrée dans l'Union Européenne dans certains pays qui avaient eu l'insolence, au combien insupportable pour la France de ne faire ces panneaux que dans la langue locale avec une traduction en anglais. A côté de cela, dans les zones sous domination où existent d'autres langues, des villes – pour les panneaux urbains – et des départements – pour les autres axes routiers – refusent le principe du bilinguisme. Si l'on considère que ces villes et ces dé-

(Suite page 16)

(Suite de la page 15)

partements sont dirigés par des représentants des appareils politiques qui gouvernent l'État français et qui sont représentés auprès des instances européennes, on ressent mieux l'ambiguïté de cette prise de position.

D'ailleurs les rapports parfois tendus entre l'anglais et le français sont particulièrement révélateurs de ce paradoxe : l'anglais a été considéré comme une langue à tendance hégémoniste, dominatrice voire impérialiste par les défenseurs du tout français, ces derniers ont alors posé le français en victime, en langue « minoritaire ». Avec la loi Toubon, l'État français s'est muni d'un arsenal de protection linguistique. Face à des langues comme le breton, en revanche, face à laquelle le français est alors en position dominante, il n'y a plus personne pour crier à l'impérialisme... Au contraire, s'il est anti-impérialiste de hurler contre l'anglais, il devient mystérieusement sectaire de hucher en faveur du breton.

Il y a une raison rationnelle à cela : le nationalisme français. Lorsque les fanatiques du français ont hurlé face à l'« invasion anglaise » ce n'était pas par souci de défense d'une langue mise en danger par un élément dominant mais pour le seul motif qu'il

s'agissait du français : ils y ont vu une atteinte à l'hégémonie et à la « grandeur » culturelle de la France, thème éternellement rabâché au cours des sommets « de la francophonie ». C'est d'ailleurs par ce même motif qu'ils hurlent des insanités à l'encontre de ceux qui veulent sauver leur langue de la disparition.

Toute langue étant le reflet d'une culture et d'une expression populaire passée ou présente, ancienne ou récente – l'espéranto par exemple –, doit pouvoir perdurer, être transmise et sauvegarder tant qu'il existe un ou plusieurs individus qui le désirent. Il n'existe pas de

langue civilisatrice ou sauvage, de langue démocratique ou fasciste, de langue libératrice ou aliénante, bref de langues supérieures ou inférieures : dire le contraire, c'est se lancer dans le chemin fascisant du centralisme ethnique. Il existe en revanche des langues minorisées par des politiques étatiques, des langues menacées par des politiques étatiques, et hélas des langues détruites par des politiques étatiques. La France est dans le peloton de tête des chantres de ces politiques étatiques.

L'uniformité culturelle, ciment de l'État-nation et du pouvoir autoritaire.

Ce ne sont pas les nationalistes français de la Libre-Pensée, ni les membres de certains syndicats vus à l'occasion de manifestations nationalistes françaises qui démenti-



ront ce sous-titre puisque cela pourrait même être l'un de leur slogan. « Pour la sauvegarde de la république une et indivisible, non à la charte européenne des langues minoritaires ». Car le respect des cultures, des langues, et de la diversité est une menace pour leur État-nation. La tolérance est une menace pour leur État-nation.

Sous prétexte d'une certaine égalité républicaine, qui n'a jamais éliminé les différences de classe, ni rendu les administrés égaux devant leur justice bourgeoise, et qui est, qui plus est, prônée par ceux-là même qui, au pouvoir, creusent le fossé entre les dominants et les

dominés, entre les exploitants et les exploités, ils brandissent la perspective d'une équation plutôt réductrice : Un État = une nation = une langue. Si l'existence et la survie d'autres langues et d'autres cultures, qu'elles soient autochtones ou issues des migrations de populations, au sein des frontières de leur État représentent une menace, c'est parce qu'elles remettent en cause le principe, tellement français, de l'État-nation dans sa conception même. En effet, dans cette conception l'État représente la nation (et une seule nation) qui est alors assimilée lexicalement au peuple (et à un seul peuple). L'équation alors présentée ainsi : un État = un peuple est à rapprocher de la précédente. Elle permet d'ailleurs à elle seule de justifier, aux yeux des nationalistes républicains français, la représentativité de l'ensemble des individus qui y sont soumis par un État central, une culture et une langue. L'existence d'autres peuples qui refuseraient l'assimilation culturelle remettant en cause la véracité de cette équation, leur est alors absolument insupportable.

Cette crispation est particulièrement visible dans ce que l'on pourrait appeler l'« affaire Diwan » : Les écoles Diwan sont, rappelons-le, des éco-

les associatives qui pratiquent l'apprentissage de la langue bretonne par immersion. Ces écoles sont laïques en cela qu'il n'y est professé aucune religion ; elles sont anti-élitistes car leur principe de gratuité garantit des possibilités d'accès à tou(te)s ; elles sont démocratiques : sur le principe des assemblées générales, le bureau dirigeant est révoquant s'il ne remplit pas le mandat pour lequel il a été délégué (ce fut le cas du bureau Lincoln). Pourtant ces écoles subissent le courroux d'hommes politiques, de militants de droite comme de gauche. Son tort, la pra-

(Suite page 17)

(Suite de la page 16)

tique de l'immersion linguistique en breton... en Bretagne. Chose d'autant plus étonnante qu'à la chute du régime des talibans en Afghanistan, l'État français s'est empressé de rouvrir le lycée français... à Kaboul. L'immersion française à Kaboul : Oui. L'immersion bretonne en Bretagne : Non. Le message est clair. Le nationalisme et l'expansionnisme français sont encore et toujours à l'œuvre...

L'acculturation, alliée du consumérisme.

Si l'acculturation des peuples dominés et leur annihilation linguistique sont les alliées des États dominants pour les conserver sous le joug centralisateur, elles sont aussi un atout pour les multinationales et l'ensemble du marché, au sens économique du terme.

En effet, la base du marché de la consommation, c'est la vente des produits, biens ou services, issu des fabrications agricoles et minières, des industries et des entreprises du secteur tertiaire. Or depuis que les besoins primaires des individus ont tous été satisfaits, il faut, pour maintenir la demande sur un marché saturé par l'offre, créer le besoin. Pour chaque nouveau produit qui sort, il faut trouver une utilité, trouver une cible et lui en créer le besoin. Trouver une utilité à un bien ou un service, ce n'est pas le plus dur, de nos jours cela s'invente. Créer le besoin, c'est le travail pernicieux de la publicité. Le plus dur c'est de trouver une cible. Dans une société où les individus seraient tous uniformément formatés sur les mêmes schémas culturels, linguistiques et éthiques, la tâche serait grandement facilitée car un seul standard de produit pourrait satisfaire l'intégralité des couches de population visées. Un seul goût, une seule forme, un seul emballage, une seule étiquette rédigée en une seule langue et une même acceptation unanime du produit.

Dit comme cela, ça rappelle un

peu *Le Meilleur des mondes* et semble tenir du seul domaine de la littérature de science-fiction. C'est pourtant déjà la manœuvre qui est opérée par la culture dite « Nike & Mc Do » (à quoi on pourrait facilement rajouter Star'Ac), qui tend à standardiser les goûts, les modes, les pratiques quotidiennes pour créer un standard de vie entièrement compatible avec les produits proposés sur le marché dans le seul but d'étendre la vente à l'ensemble d'une catégorie de la population. *Moins les individus auront de caractères culturels et individuels marqués plus ils seront aisément at-*



teignables par le merchandising et le ciblage opéré par les firmes.

C'est l'identité individuelle et collective qui laisse à chacun(e) la libre critique, la possibilité de se démarquer d'une masse de consommateurs en s'affirmant des goûts et des modes de vie et de pensée propres et loin des standards.

Culture individuelle et culture collective.

Loin de s'opposer ou d'être incompatibles, la culture individuelle et la culture collective et commune des groupes sont complémentaires et interconnectées. Parce que nous naissons chacun dans des territoires donnés avec tout ce qu'ils ont de particuliers (climats, paysages, structures des sols, espaces, étendues), parce que nous baignons tous depuis notre enfance dans des groupes culturel-

lement marqués (famille, amis, écoles, clubs sportifs, ludiques ou culturels, mouvements politiques, peuples, syndicats, monde du travail), parce que nous vivons chacun des choses différentes au cours de notre vie (voyages, rencontres...), nous nous forgeons tous une culture personnelle qui nous est propre. Elle est le ferment de notre individualité, de notre autonomie individuelle, de nos opinions et des choix que nous faisons tout au long de notre vie.

Pourtant nombre de ces traits constitutifs de notre « moi » personnel sont en réalité des traits culturels que nous partageons consciemment ou pas avec d'autres (groupes d') individus.

L'exemple de la langue est particulièrement marquant : chacun(e) en fonction du lieu où il (ou elle) est né(e), de l'éducation qu'il (ou elle) a reçu, de son niveau d'étude, des voyages qu'il (ou elle) a pu effectuer possède un registre linguistique plus ou moins large et étendu, qui lui est propre et qui fait donc parti intégrante de sa culture individuelle.

Cependant, et *heureusement* d'ailleurs, il (ou elle) partage ces langues avec d'autres individus qui possèdent eux aussi ce trait, donc commun, au sein de leur culture personnelle. Il existe donc bien une part de culture collective, c'est à dire partagée par un groupe de population.

Pourquoi *heureusement* ? Parce que si l'individu ne possède aucun référent commun avec les autres individus (particulièrement en matière de mode de communication), il se retrouve isolé. L'absence de moyens de communiquer prive l'individu de l'expression de ses idées, de ses envies, de sa solidarité. A l'inverse, et c'est pourquoi la diversité culturelle dans toute ses expressions doit être préservée, *l'universalisme dans ce qu'il a d'uniforme et d'assimilateur est profondément néfaste* car il détruit la dimension individuelle de la culture, noie l'individu dans une masse uniforme et anonyme (rêve

(Suite page 18)

(Suite de la page 17)

de tout dictateur ou de tout système totalitaire, nouvelle référence à Huxley) et le prive de sa singularité, de sa personnalité et du coup de sa libre expression individuelle. *C'est pourquoi à l'universalisme qui rejette les différences pour les supprimer il convient d'opposer l'internationalisme et la tolérance qui acceptent les différences dans la solidarité.* De fait, la suppression des cultures collectives dont est empreinte notre culture individuelle ramène à supprimer aussi les cultures individuelles et à écraser l'individu sous le rouleau compresseur de l'uniformisation.

Cependant, il convient de garder en vue que la culture n'est pas la tradition. S'il faut défendre les cultures dans toutes leurs dimensions (linguistiques, historiques, affectives), il faut savoir remettre en cause les traditions, c'est à dire les actes et réflexes issus de l'histoire du peuple. Il n'existe pas de peuple qui n'ait conservé dans ses traditions les traces marquées d'un patriarcat, ou a contrario d'un matriarcat, condamnable, ou d'un schéma oppressif autre.

Il existera d'ailleurs toujours des individus de mauvaise foi pour tenter un amalgame entre les deux et dire que la défense d'une culture autochtone ou d'un peuple, c'est préconiser le retour à un système féodal. Et oui : il existera toujours des nationalistes français pour tenter de justifier, comme ils peuvent, leur refus de voir les peuples s'affranchir de leur autorité centraliste...

[Suite dans le prochain numéro]

OLC

Liberté pour les prisonniers politiques bretons ! A bas le système carcéral !

*Communiqué de la Coordination
pour une Bretagne Indépendante et Libertaire*

Depuis plus de 2, 3 et 4 ans sont enfermés dans les geôles parisiennes 6 prisonniers politiques bretons, et ce de manière provisoire selon les termes de la justice française. Par quelle aberration une démocratie peut elle se satisfaire d'une telle monstruosité judiciaire ? Mais peut-on parler de justice quand on refuse la libération de certains prisonniers en prétextant leur influence politique ? Peut-on parler de justice lorsque des prisonniers malades, mal soignés et mourants sont à ce point risquent la mort ? A-t-on le droit de parler de justice lorsque l'on a déjà condamné ces hommes avant de les avoir jugés ? Et enfin peut-on parler de justice lorsque les familles des prisonniers doivent parcourir des centaines de kilomètres pour quelques minutes de parole ? Mais ceci n'a jamais gêné ni le pays autoproclamé des droits de l'homme ni ses serviteurs.



Le caractère politique de ces incarcérations n'est plus à démontrer. Il reste par contre à prouver que la politique d'incarcération serve à quelque chose. A l'heure actuelle de nouvelles prisons se construisent, alors que 40 % des prisonniers le sont de manière provisoire, c'est-à-dire non jugés donc présumés innocents ! La justice, ce n'est pas l'institution destructrice d'individus mais une idée liée à l'égalité et à la solidarité. Chaque jour les classes les plus défavorisées subissent une politique sociale désastreuse qui pousse des milliers de gens à subir ou bien à se révolter. La classe dirigeante n'a alors trouvé qu'une seule solution pour se protéger du peuple : incarcérer à tour de bras et faire de la prison une institution régulatrice du système.

Mais nous ne sommes pas des moutons, nous ne nous laisserons pas tondre.

Liberté pour les prisonniers politiques bretons ! A bas le système carcéral !

CBIL

<http://www.cbil.lautre.net>

"Toutes mes sympathies vont aux nationalités qui luttent pour leur indépendance. Il n'y a pas de nationalité, pour petite qu'elle soit - numériquement parlant - qui n'incarne des traits les plus développés du caractère humain, qu'elle ne peut stimuler qu'en elle-même et non au sein d'autres nationalités. [...] Voici pourquoi, selon moi, le progrès ne consiste absolument pas en ce que les petites nationalités soient absorbées par les grandes - se serait un crime contre l'humanité -, mais bien dans l'apparition libre et totale du caractère, des institutions, de la langue de chaque nationalité, grande ou petite, surtout si la petite est en danger d'être intégrée. Ce n'est que lorsque cette liberté de développement pleine et entière sera conquise que nous pourrons arriver au véritable progrès international, par la fédération des unités nationales libres, unités des individus dans ces premières cellules de la ruche humaine."

Pierre Kropotkine, Œuvres, Maspéro, 1976, p.301

LECTURES

Barricata, n° 11, décembre 2003.

Bon, il faut bien dire que si les débuts de *Barricata* étaient vraiment focalisés sur la scène Redskin, avec tout le côté imagerie communiste et beaucoup de clichés, là les choses ont évolué tant dans la forme que dans le fond. *Barricata* relève désormais plus d'un magazine, si je puis dire, que d'un fanzine, de part la couverture en papier glacé, sa qualité d'impression, son format A4. Qualité également dans le contenu qui s'étoffe : dossier très consistant sur la Palestine, avec notamment une interview de Michel Warschawski, interviews des Bérurier Noir et de Marsu, festival Rude Boys Unity... Bref un bon morceau (64 pages) très intéressant. Abonnement 10 euros pour 3 numéros p.c. *Barricata* / Rash Paris, c/o Crash Disques, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris.

CQFD n°8, janvier 2004, 2 euros en kiosque.

Moi qui n'ai pas tellement l'habitude de me fournir en lectures « saines » en kiosque, j'apprécie de trouver *CQFD*, journal mensuel qui aborde des thèmes variés de l'actualité en contre-pied au discours dominant. On y trouve pas mal d'éclairages sur des sujets dont on nous rebat les oreilles à longueur de temps : terrorisme, insécurité, chômage... Avec des contributions de « journalistes » pas comme les autres, comme Jean-Marc Rouillon avec son scène-report du grand ballet de la prison d'Arles inondée et de son transfert.

SCENE-REPORT

Bérurier Noir, 4 décembre à Rennes.

Quand j'oui dans l'poste cez maï qu'les Bérus allaient jouer à Rennes, je m'dis : « j'ai ti ben oui ? ». Dame vère dis-je maï ! Yen mais est ben joli comme éla, mais les Bérus o Stéphane Eicher j'avons jamais vaeu d'même !

Le saïr-là, j'errivite de bonne heure. Y'avaï hardi d'monde pour sûr dans l'aire. On bésit tchoques boleïes et on rentrit tout coume. Je n'pensis pas vère les Bérus dans la séreïe-là, j'pensis qu'il'taient éleignés des grands messes de doumé, mais bon on allait ben vère. Quand il'errivtent d'avant nous, v'là ti pas qu'on s'entpoussit l's uns l's aoutes. Une faï errivé en d'avant, j'manquis d'm'échiller, pis encore pu en d'avant ah là je chaeu arveï. On m'erchomit et j'ai zaeu pou un p'tit que l'monde-là me chaeu dessus d'même ! Mais bon i n'en chaou djère, je chantitent d'ensemble toutes les vaïls chansons et on 'tait bénaïse ! Quand j'sons déhōri, y'avaï du bru su rue. Y'avaïen vantiers un coup' de centaines de jjeunes qu'étaient restés dehō et i s'entbattitent o les flics. J'pensis ben dans ça et ça n'loupit pas !

CONCERTS FESTOU-NOZ

- Après une première soirée à **Pont-Réan le 14 février** dernier, où une partie des groupes de la compil ont pu jouer devant 300 personnes environ, le festival Breizh Disorder proposait deux autres soirées au Wagon à **Saint-Brieuc les 5 et 6 mars** avec The Wanted, Ultra Vomit, 103 Pogo, Sic, Commando Banane, Sleazy Joke, Contra Legem, Charly's Angels...
- **Le 20 mars à la Villa Mon Bproummv**, 17 bis avenue Chardonnet à Rennes, concert de soutien à la Valette avec James Brown Hide Show, Sainte Rita, La Mandragore, Creepy-Crawlers, K. T.S, Core y Gang.
- **Le 2 avril, concert de soutien à la CBIL, maison de quartier de Villejean à Rennes avec Lik ha Lik, Skuds and Panic People, Sleazy Joke + Dreadful (à confirmer).**
- **Le 17 avril à Pen Kalet, Gurunuhel (22) Gotham City + Paku Puawai.**
- **Le 18 avril à Rennes, en prévision, Gotham City et Paku Puawai. Lieu à confirmer, guettez l'info !**
- **Le 30 avril à Rennes Inner terrestrials**, Nevrotic Explosion, Homeboys, HHM au Jardin Moderne, 20 h 30, 8 euros ; attention salle limitée à 200 places ; organisé par K'ptain Harlock et Alternative Libertaire.

PETRA NEVEZ ? / TCHI QU'YA D'NEU ?

- **26/11/03 : un membre de l'association Bemdez**, association culturelle bretonne basée à Vannes, **est interpellé et son domicile perquisitionné** parce qu'il habite à proximité d'un endroit où des drapeaux français ont été arrachés.
- **29/11 : la voiture du directeur régional de l'Administration Pénitentiaire est incendiée** à Rennes pendant une réunion.
- **31/01/04 : 300 personnes manifestent pour les sans-papiers à Rennes** ; forte mobilisation contre les nouvelles lois, les centres de rétention !
- **9/02 : des engins et du matériel ont été détruits par des cocktails molotovs sur le chantier de la future prison de Rennes** ; l'action n'a pas été revendiquée.
- **21/02 : 600 personnes manifestent à Nantes pour les prisonniers politiques bretons** à la veille du procès.

(Suite page 20)

(Suite de la page 19)

- **24/02 : 60 personnes se rassemblent à Rennes** au Club de la Presse **contre une réunion du MNR** où devait se rendre Bruno Mégret ; malgré l'absence de ce dernier, la sortie des responsables locaux se fait sous la protection de la police.
 - **26/02 : deux militants bretons**, membres de *Bemdez*, **sont interpellés** par un important déploiement de forces de police. Ils sont relâchés le vendredi 27 février au soir, après avoir passé une garde à vue musclée. Ils sont désormais mis en examen et placés sous étroit contrôle judiciaire. L'un d'eux est assigné à résidence en Bretagne. Cette nouvelle interpellation fait suite à de nombreuses filatures et contrôles d'identité répétés.
 - **28/02 : 2000 personnes défilent à Saint-Brieuc** contre les projets d'incinérateurs, notamment celui de Plouvara.
- 1/03 : 60 militant-e-s ou sympathisant-e-s de la CARB** (Coordination anti-répressive de Bretagne) se mobilisent à Paris pour le procès des 11 militants bretons soupçonnés d'avoir mené des actions clandestines contre les intérêts de l'État français et contre le Mac Do de Quévert. Deux rassemblements devant le tribunal sont sévèrement encadrés et interdits par la police.

INFOS PALESTINE

- La **Campagne Civile Internationale de Protection du Peuple Palestinien** qui a permis l'envoi de 80 missions civiles à ce jour, et qui entend continuer à assurer une présence quasi-permanente de ces missions en Palestine, appelle à une aide financière tous ceux et celles qui sont solidaires face à la situation des Palestiniens. Toutes les formes de contributions seront les bienvenues : don unique (chèques à l'ordre de « Justice et paix en Palestine »), versements mensuels, engagement à financer un billet d'avion ou un voyage complet. Le site de la CCIPPP : www.protection-palestine.org.
- Par ailleurs une **assemblée générale des missions civiles** de la CCIPPP se déroulera les 8 et 9 mai à la Bourse du Travail de Saint-Denis pour débattre du rôle de la Campagne Civile et de la situation de la Palestine. Sont invité-e-s à participer à l'AG tous les membres des missions civiles.
- **Le 29 mars se tiendra à Rennes une conférence "Israël-Palestine: sortir de l'impasse"** avec Dominique Vidal rédacteur en chef adjoint du "Monde diplomatique" et l'UJFP à l'IEP de Rennes (18h30-20h30). La même semaine à la bibliothèque de l'IEP, expo photos de Yann Derais.

L'courrou d'néteie

CONCERT

sonadeg

GANT / Avec

★ **PAKU PUAWAI**

★ **LIK HA LIK**

★ **Sleazy Joke**

★ **SKUDS & PANIC PEOPLE**

Aozet gant / Organisé par la **C.B.I.L** ★ www.cbil.lautre.net

LE **02** AVRIL

D'an **02** A Viz Ebrél

Maison de Quartier de Villejean

19H00 !

ROAZHON / Rennes



6€